HAL
open science

Agroécologie politique et nouvelle ruralité communautaire : quelles complémentarités ? L'expérience du Nicaragua

Renaud Metereau, Catherine Figuière

▶ **To cite this version:**

Renaud Metereau, Catherine Figuière. Agroécologie politique et nouvelle ruralité communautaire : quelles complémentarités ? L'expérience du Nicaragua. XXXIIIèmes journées du développement ATM "Agricultures, ruralités et développement", Association Tiers-monde; Université libre de Bruxelles, May 2017, Bruxelles, Belgique. 18 p. halshs-01528891

HAL Id: halshs-01528891

https://shs.hal.science/halshs-01528891v1

Submitted on 30 May 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

XXXIIIèmes Journées du Développement de l'Association Tiers Monde
COLLOQUE Agricultures, ruralités et développement
UNIVERSITE LIBRE DE BRUXELLES 22, 23 et 24 mai 2017

Agroécologie politique et nouvelle ruralité communautaire : quelles complémentarités ? L'expérience du Nicaragua

Renaud METEREAU & Catherine FIGUIERE
CREG (EA 4625) Univ. Grenoble Alpes

Résumé : Projet alternatif de développement rural initié majoritairement en Amérique latine, l'agroécologie politique se présente à la fois comme un mouvement radical et un ensemble de principes et de pratiques. Parallèlement, la ruralité fait l'objet d'un renouvellement théorique. Les deux projets révèlent un intérêt partagé pour les questions d'autonomie, de diversification et d'autosuffisance. Analyser leurs complémentarités éventuelles va dès lors s'avérer fructueux. Les résultats d'une étude de terrain au Nicaragua en zones rurales pauvres révèlent en effet que les apports de la « nouvelle ruralité communautaire » peuvent constituer un cadre compréhensif pertinent pour les formes observées de pratiques agroécologiques.

Mots clés : Nicaragua, agroécologie politique, nouvelle ruralité communautaire, étude de terrain.

Codes Jel : O13, Q57, P25.

Introduction

L'agroécologie est aujourd'hui au cœur des préoccupations d'institutions aussi variées que nombreuses. En France, l'Inra inscrit l'agroécologie comme l'un de ses deux axes prioritaires en 2015. La FAO organise en 2014 un Symposium international sur « l'agroécologie pour la sécurité alimentaire et la nutrition ». *La Via Campesina* (LVC) met l'agroécologie au cœur de son programme en faveur de la souveraineté alimentaire depuis sa création en 1993, et y consacre son forum international de 2015 à Nyéléni, Mali (*Via Campesina*, 2015). Dans cette mouvance, les valeurs, les principes et les pratiques vont peu à peu contribuer à faire du projet un mouvement porteur d'un développement rural alternatif.

Dans les pays les plus pauvres, les pratiques agroécologiques entremêlent des préoccupations économiques, sociales et souvent politiques (Altieri et Nicholls, 2000). Elles renouvellent les modalités de satisfaction des besoins des familles sur les territoires ruraux, contribuant *de facto* à la définition d'un projet radical « d'agroécologie politique » (AEP) (Gonzalez de Molina, 2013), porteur d'un renouveau paradigmatique (Sevilla Guzman et Soler Montiel, 2009). Ce faisant, elles peuvent être considérées comme participant directement à la redéfinition de la ruralité.

Le Nicaragua est emblématique de ce mouvement. C'est à Managua qu'a été signée en 1992, la Déclaration qui a donné naissance à la *Via Campesina*. C'est en Amérique latine que les coopératives agricoles promeuvent l'agroécologie dans les zones rurales pauvres. C'est au Nicaragua, suite à l'ouragan Mitch de 2001, que des petites fermes sont accompagnées par les fédérations coopératives nationales pour mettre en place des pratiques agroécologiques afin de favoriser autonomie et résilience. C'est en Amérique latine que s'amorcent les travaux sur la nouvelle ruralité dès le début des années 1990 (Giarracca, 1993 ; Llambí, 1994).

Cette communication a pour objectif de questionner les congruences entre approches agroécologiques et réflexions sur la nouvelle ruralité. Pour ce faire, « agroécologie politique » et « nouvelle ruralité communautaire » (NRC) seront confrontées aux résultats empiriques obtenus lors d'une étude de terrain menée au Nicaragua entre septembre 2012 et janvier 2013 au sein de coopératives agricoles en milieu rural.

La première partie caractérise l'agroécologie politique sur la base d'une revue de la littérature puis questionne sa congruence avec les trois piliers de l'approche communautaire de la nouvelle ruralité. La deuxième synthétise les résultats d'une étude de terrain menée au Nicaragua et montre en quoi l'organisation de trois des coopératives étudiées, considérées ici comme emblématiques promeuvent ces trois caractéristiques. La troisième partie examine les aptitudes de l'approche communautaire de la nouvelle ruralité à constituer un cadre compréhensif pour des processus de développement rural structuré par l'agroécologie politique et les pratiques afférentes.

I. Du re-*design* des agroécosystèmes à l'agroécologie « politique »

> Le monde ne fait pas face à « *des crises isolées : une crise de l'environnement, une autre du développement, une autre énergétique. Non, de crise, il n'y en a qu'une.* » Rapport Brundtland 1987

Il s'avère que les nombreuses revues de littérature convergent majoritairement vers une typologie des travaux sur l'agroécologie en trois catégories aux frontières poreuses : discipline scientifique, ensemble de pratiques et mouvement « *Though agroecology initially dealt primarily with crop production and protection aspects, in*

recent decades new dimensions such as environmental, social, economic, ethical and development issues are becoming relevant. Today, the term 'agroecology' means either a scientific discipline, agricultural practice, or political or social movement » (Wezel & al., 2009: 503). L'agroécologie peut en effet être approchée comme une science ou une discipline intégrative au croisement de l'agronomie, l'écologie, la zoologie, l'entomologie, etc. Elle correspond concrètement à l'application de grands principes (cf. Encadré 1) et des pratiques visant au re-*design* de l'agroécosystème, appréhendé comme un construit socio-écologique (Gliessman, 2013). Les pratiques s'étoffent, se complexifient, intègrent la dimension sociale de l'agriculture et de l'alimentation jusqu'à constituer une approche holistique du développement agricole et rural. L'agroécologie englobe de cette manière des enjeux relatifs à la soutenabilité sociale, politique, culturelle et environnementale. Conjointement, à partir des années 1960 en Amérique latine notamment, la pratique de l'agroécologie s'apparente explicitement à un « mouvement » : « *We will transform the struggle for land into the struggle for territory, along with developing a new productive model for food sovereignty, based on a more 'autonomous' agroecology by using our own local resources and inputs and recovering our ancestral knowledges* » (*La Vía Campesina*, Marabá Declaration, 2016). Le fondement de ce mouvement est indissociable de la volonté des peuples de détenir leur « souveraineté » alimentaire.

La proposition portée par cette communication mobilise une lecture de l'agroécologie combinant ses principes, pratiques et valeurs fondateurs avec l'approche en termes de mouvement. En accord avec les propositions de Gonzalez de Molina (2013: 50), qui précise notamment que "*the sustainability of an agroecosystem is not just the result of e series of physical ant biological properties, but also the reflection of power relations. So, agroecology must have the theory required to deal with politics*", nous qualifions cette acception d' agroécologie « politique ». Elle a pour objectif de faire face à cette crise unique clairement identifiée dans le rapport Brundtland : crise du développement, de l'environnement et de l'énergie.

Cette première partie poursuit par suite un double objectif. Tout d'abord, il convient de préciser brièvement la nature « politique » de ce projet d'agroécologie. Ensuite, afin de progresser dans l'argumentaire du papier, il nous faut tester la congruence de l'AEP avec les trois piliers qui fondent la NRC : Diversification, Autosuffisance, Autonomie. Il ne s'avère pas toujours aisé de les distinguer tant ces objectifs sont intimement liés. S'ils ont tous trois acquis une dimension politique, c'est l'objectif d'autonomie qui va s'avérer le plus inscrit dans cette dimension.

Ce n'est qu'à partir des années 1980, en réaction au processus d'industrialisation de l'agriculture conjuguée à la marginalisation de la paysannerie, que vont émerger des travaux académiques proposant explicitement un décloisonnement disciplinaire élargissant aux sciences humaines et sociales la problématique de la soutenabilité de l'agriculture (Gliessman & *al.*, 1981 ; Conway, 1983 ; Altieri & Anderson, 1986). Dans ce cadre, l'agroécologie est envisagée comme « *un processus éminemment politique et social* » (Scoones & Thompson, 1999 : 35) mettant en jeu des rapports de pouvoir (Gonzalez de Molina, 2013) relatifs notamment à l'accès aux ressources, aux savoirs et aux techniques.

Dès lors, certains travaux en agroécologique vont remettre progressivement en cause les fondamentaux des études rurales ainsi que les effets de la révolution verte et se relier explicitement au contexte socio-économique ainsi qu'aux thématiques du développement et de la pauvreté rurale (Altieri 1989 ; Altieri & Yurjevic, 1991 ; Sevilla Guzmán, 2002). Cette tendance va s'étoffer et affirmer la dimension politique de l'agroécologie.

On peut désormais considérer qu'une partie des travaux en agroécologie a évolué de l'étude relativement cloisonnée des relations écologiques au sein des systèmes de production (la ferme) à une approche holistique, systémique, pluridisciplinaire et normative des agroécosystèmes visant à opérer un réencastrement des composantes sociales, économiques, culturelles, politiques de l'agriculture et des systèmes agro-alimentaires (Francis & *al.*, 2003 ; Levidow & *al.*, 2014), dans leur environnement écologique. L'agroécologie constitue désormais une manière d'appréhender la relation entre l'établissement des sociétés humaines et leur environnement par le biais de l'activité agricole appréhendée comme une interface (Wittman, 2009).

Les implications de cette approche agroécologique vont donc largement au-delà de la simple définition d'une série de pratiques mais affectent « *les déterminants socio-économiques qui régissent ce qui est produit, comment cela est produit, et pour qui cela est produit* » (Altieri, 1989 : 38). Les technologies, le *design* des systèmes de cultures conventionnels, et leurs impacts sur l'environnement ne sont ainsi pas appréhendés en dehors du contexte au sein duquel ils se développent (Altieri, 1992).

Opérant une rupture avec le paradigme moderniste de l'agriculture et du développement, "*For us, agroecology has its foundations in agrarian social thought and movements that emerged in opposition to early processes of agricultural industrialization and has developed in an ongoing dialectic between capitalist modernization and resistance to it*" (Sevilla Guzmán & Woodgate, 2013: 32-33), cette agroécologie politique met l'accent sur les savoirs et savoir-faire paysans, l'autonomie, la souveraineté alimentaire, énergétique et technologique des communautés rurales (Altieri & Toledo, 2011), la multifonctionnalité des agroécosystèmes et l'établissement de systèmes localisés de production et de consommation. Dans une perspective principalement latino-américaine, ce caractère alternatif, qui dépasse la dimension agricole, embrasse l'ensemble des problématiques relatives au développement rural afin de contrer les effets de la « globalisation néolibérale excluante ». L'AEP s'avère effectivement porteuse d'un renouveau paradigmatique dans le champ du développement rural (Sevilla Guzmán & Soler Montiel, 2009) et fait l'objet d'une réappropriation par les mouvements sociaux portés par les paysans tels que *La Via Campesina* (Gliessman, 2013 ; Rosset & Martínez-Torres, 2012). La dimension politique est explicite, elle est synonyme d'autonomie par rapport à cette globalisation et à ses principaux acteurs, notamment les firmes multinationales du secteur agro-alimentaire ou les bailleurs de fonds. Elle révèle également une volonté explicite d'émancipation du modèle occidental de développement. Afin de rééquilibrer les pouvoirs et de promouvoir les savoir-faire adaptés au respect du fonctionnement des écosystèmes, l'accent est mis sur les pratiques participatives.

Sur le plan scientifique, en Amérique latine, des réseaux de recherche vont se structurer (Ferguson, 2010) notamment au travers de la « Société Scientifique Latino-Américaine d'Agroécologie » (Socla), du « Réseau AgriCultures », ou encore d'associations nationales et régionales telles que L'Association Brésilienne d'Agroécologie (Aba) ou le Système d'Information Mésoaméricain sur l'Agriculture Soutenable (Simas) à Managua au Nicaragua. Ces réseaux donnent lieu à des colloques ou forums, et à de nombreuses publications dont des revues périodiques telles que *Leisa Revista de Agroecología* ou *Cadernos de Agroecologia*. Ce développement d'un réseau scientifique fait système avec une forme de mouvement socio-politique autour de la promotion de l'agroécologie, et se confond avec les Mouvements Agraires Transnationaux en faveur de la souveraineté alimentaire (Altieri & Nicholls, 2008 ; 2012 ; Cuéllar Padilla & Sevilla Guzmán, 2009 ; Holt-Giménez & Altieri, 2013 ; Jensen, 2014). Dès lors, cette « *perspective agroécologique du développement rural* » va constituer une réponse « *théorique, méthodologique et pratique à la crise écologique* » (Sevilla Guzmán & Soler Montiel, 2009 : 35). L'agroécologie politique constitue donc bien davantage qu'une appellation alternative pour désigner la souveraineté alimentaire, comme certains textes le laissent entendre.

Dans la pratique, l'AEP se fonde sur une série de principes en amont des pratiques agricoles pour initier des processus de développement agricole rural alternatifs, principes pouvant être déclinés en fonction des aspects spécifiques de chaque territoire (*cf.* Encadré 1).

Encadré 1 Rappel des grands principes pour la mise en œuvre de l'agroécologie (Nichols et *al.*, 2016 : 4)

- Enhance the recycling of biomass, with a view to optimizing organic matter decomposition and nutrient cycling over time
- Strengthen the "immune system" of agricultural systems through enhancement of functional biodiversity – natural enemies, antagonists, etc., by creating appropriate habitats
- Provide the most favorable soil conditions for plant growth, particularly by managing organic matter and by enhancing soil biological activity
- Minimize losses of energy, water, nutrients and genetic resources by enhancing conservation and regeneration of soil and water resources and agrobiodiversity
- Diversify species and genetic resources in the agroecosystem over time and space at the field and landscape level
- Enhance beneficial biological interactions and synergies among the components of agrobiodiversity, thereby promoting key ecological processes and services

Ces principes orientent l'organisation des agroécosystèmes vers la recherche d'une plus grande **autosuffisance** et d'une plus grande **autonomie** (Altieri, 2009 ; Rosset & Martínez-Torres, 2012 ; Jensen 2014). La **diversification,** quant à elle, est fondatrice de toutes les acceptions de l'agroécologie, elle en constitue en quelque sorte l'ADN. Néanmoins, si pour les scientifiques elle se cantonne aux espèces cultivées sur la ferme afin de lutter contre les parasites, optimiser le rendement des sols, etc., la diversification a également une dimension économique : ne pas dépendre d'un seul bien à vendre, satisfaire davantage de besoins de la famille ou de la communauté (on rejoint l'autosuffisance) et diversifier les partenaires économiques, ce qui conduit à diminuer la dépendance à ces partenaires (et à augmenter sa propre autonomie).

Ce principe est fondamental et permet la rupture avec les modes de production « conventionnels » (à distinguer de « traditionnels ») et la monoculture (Gliessman, 1990 ; Wezel & *al.*, 2014). C'est sur cette base diversifiée que les complémentarités et les interactions au sein de l'agroécosystème peuvent être activées et permettre la substitution des intrants extérieurs par des fonctions écosystémiques internes à l'agroécosystème (Nicholls & *al.*, 2016). Cela se traduit, en dehors de l'intérêt écologique d'une telle démarche, par un accroissement de l'autonomie matérielle (réduction des achats d'intrants), économique (l'endettement pour l'achat d'intrants et de semences n'est plus nécessaire, par exemple) et technologique (le producteurs est maître de sa propre technologie, ici la connaissance des savoirs et des techniques permettant d'optimiser le fonctionnement de l'agroécosystème) au sein de l'agroécosystème (Van der Ploeg, 2008 ; Rosset & Martínez-Torres, 2012 ; Jensen, 2014). En matière d'alimentation, la diversification productive favorise également **l'autosuffisance** et par suite la souveraineté alimentaire (Altieri & *al.*, 1998) puisque la variété des cultures, souvent associée à de l'élevage (poulets *a minima*) permet à la famille ou à la communauté de se nourrir principalement de ses productions.

L'agroécologie politique prône une émancipation au moins relative vis-à-vis des marchés internationaux de produits agricoles, favorable à l'autonomie et à la souveraineté. Pour ce faire, l'agroécologie renverse la relation entre la paysannerie et les approches modernistes du développement. Plutôt que de remettre en cause la « *rationalité écologique* » (Toledo, 1990 ; Martinez-Alier, 1997) ou « *l'éthos écologique* » (Glaeser, 1984) des paysans pour imposer un autre *ethos* plus conforme à une certaine acception du progrès et de la modernité, l'agroécologie, dans une démarche compréhensive, construit à partir de cette « *rationalité paysanne* », des savoirs et des savoir-faire spécifiques en vue de respecter et favoriser le fonctionnement des agroécosystèmes. En cela, elle considère le paysan, et plus largement les populations rurales, comme des acteurs de leur propre développement. Cette reconsidération du rôle de la paysannerie dans les processus de développement est congruente avec les principes de Nyéléni pour une souveraineté alimentaire qui font référence à la participation, par le biais principalement du principe 4 relatif au « *renforcement du contrôle*

local »[1]. Cette revalorisation des « logiques paysannes » et des savoirs locaux correspond également à l'aspiration du principe 5 relatif à « *la construction des savoirs et savoir-faire* » qui conditionnent la reconquête d'une souveraineté technologique (Altieri et Toledo, 2011). Souveraineté et autonomie se rejoignent, cette dernière constituant explicitement un attribut intrinsèque de la soutenabilité (Gonzalez de Molina, 2013) et par là-même de l'agroécologie.

II. Coopérativisme et agroécologie politique au Nicaragua.

A partir des réalités observées au sein de trois coopératives paysannes au Nicaragua, cette partie permet d'illustrer la mise en pratique de l'agroécologie politique comme pierre angulaire de stratégies collectives visant à améliorer les conditions d'existence des communautés rurales concernées. Nous verrons que les fondements précédemment identifiés de l'agroécologie politique que sont la diversification, l'autosuffisance et l'autonomie, constituent des axes stratégiques de l'action collective au sein des coopératives concernées. Ces dernières s'insèrent par ailleurs au sein d'un Mouvement Coopératif Paysan (MCP) en partie hérité de la révolution Sandiniste, déployé à l'échelle nationale et porteur d'un projet alternatif de développement (Metereau, 2016).

Depuis la fin de la révolution Sandiniste au début des années 1990, et en dépit d'un contexte national et international défavorable – processus de globalisation néolibérale – le MCP s'est autonomisé vis-à-vis de l'Etat[2], a continué à se structurer, fédérant un vaste réseau de coopératives de base.

Par le biais de l'organisation en coopérative, les paysans et paysannes du Nicaragua se dotent de moyens collectifs afin d'améliorer leur situation socio-économique. De ce point de vue, le coopérativisme vise à faciliter l'intégration des économies paysannes au processus de globalisation *via* un meilleur accès aux chaînes de valeur agroalimentaires. La mise en œuvre d'Agro-Industries Rurales (AIR)[3] (Boucher & Muchnik, 1995) intervient de manière centrale afin de retenir une plus large part de la valeur ajoutée au sein des communautés.

Néanmoins, les objectifs de la coopération ne se limitent pas à cette sphère d'objectifs strictement économiques. Y compris lorsque l'organisation en coopérative ne semble pas, au moins momentanément, être vectrice d'une meilleure profitabilité de la production agricole, l'attachement à l'organisation en coopérative ainsi que la formulation d'objectifs dépassant la sphère économique justifient le maintien de l'engagement au sein de la coopérative. Cette organisation acquière alors un rôle de promotion de trajectoires alternatives de développement. Le caractère alternatif provient en premier lieu de la volonté de se créer des leviers d'émancipation et d'amélioration des conditions d'existences en dehors du recours exclusif aux relations marchandes et à l'intégration au sein des marchés et des chaînes de valeurs agroalimentaires (MIFIC, 2012).

Dans le cadre de cette sphère d'objectifs que nous qualifions ici de « socio-politiques », l'agroécologie occupe une place fondamentale dans la mise en œuvre des stratégies collectives. Nous montrerons d'abord

[1] Le texte de la Déclaration de Niélény de 2007 est disponible sur le site de la *Via Campesina*.

[2] Depuis le retour au pouvoir du FSLN en 2007, le soutien et l'accompagnement du mouvement coopératif par l'Etat nicaraguayen s'est à nouveau accentué, suscitant à cette occasion des tensions au sein même du mouvement. Un débat semble se cristalliser entre ceux qui semblent vouloir maintenir l'attachement du coopérativisme nicaraguayen au FSNL (en tant que parti politique et non plus en tant que mouvement révolutionnaire) et ceux qui cherchent à promouvoir une plus grande autonomie du mouvement coopératif vis-à-vis du pouvoir politique quel qu'il soit et en dépit des affinités avec le Sandinisme.

[3] L'agro-industrie rurale est définie par Boucher et Muchnik (1995, 46) comme « *l'activité qui permet d'augmenter et de retenir, dans les zones rurales, la valeur ajoutée de la production dans les économies paysannes, grâce à la réalisation d'opérations post-récoltes sur les produits issus d'exploitations agro-sylvo-pastorales, telles que la sélection, le lavage, la classification, le stockage, la conservation, la transformation, le conditionnement, le transport ou encore la commercialisation. Ces activités doivent être en accord avec la logique paysanne en ce qui concerne la taille, l'échelle de production, l'investissement et la rentabilité ; contribuer à l'amélioration des modèles d'alimentation et de nutrition ; et conduire au renforcement des économies paysannes et de leurs organisations, ainsi que des économies nationales* ». (Traduction des auteurs)

que la structuration autonome du mouvement coopératif et celle du mouvement agroécologique sont des phénomènes concomitants et intimement liés au Nicaragua. Nous présenterons ensuite une brève analyse croisée de trois exemples de stratégies coopératives qui mobilisent l'agroécologie politique.

2.1 Coopérativisme et diffusion de l'agroécologie politique au Nicaragua : deux phénomènes enchâssés.

La diffusion et la promotion de l'agroécologie en tant qu'approche du développement agricole socialement et écologiquement soutenable va de pair avec la structuration d'organisations paysannes dans le sillage de la révolution Sandiniste. La réforme agraire opérée par le FSLN au cours de la décennie 1980 (Baumeister, 1996) et l'affirmation progressive des revendications paysannes auprès du gouvernement Sandiniste permet peu à peu la concrétisation d'un accès individuel à la terre et à la création d'organisations paysannes nationales, d'abord syndicales avec l'UNAG (Union nationale des agriculteurs et des éleveurs), puis coopératives avec la création de la FENACOOP (Fédération nationale des coopératives) en 1990. C'est dans ce contexte, en 1987 que l'UNAG fait entrer le Mouvement *Campesino a Campesino* (MCAC) dans le paysage de la réforme agraire et du paysannat nicaraguayen (Holt-Gimenez, 2008). Ce mouvement « *s'appuie sur des principes agroécologiques, sur la solidarité et l'innovation*. [Il] *résiste à la marchandisation qui dégrade l'environnement et détruit le bien-être social, la terre, l'eau et la diversité génétique, et il défend des droits pour les paysans afin qu'ils puissent définir une possibilité plus équitable et soutenable pour le développement agricole* » (Holt-Gimenez, 2008 : 3, traduit par les auteurs). Des méthodes d'échanges et de diffusion des connaissances ainsi que des pratiques permettant la conservation des sols et de l'eau se diffusent dès lors au sein des communautés rurales du Nicaragua.

Au cours des années 1990, le secteur paysan perd le soutien de l'Etat, mais le mouvement de structuration du coopérativisme se maintien. Cette structuration se fait avec le soutien du FSLN avant la fin de la révolution (création de la FENACOOP), puis avec celui des principaux syndicats agricoles (coopératives affiliées à l'UNAG ou à l'ATC), ou encore sous l'impulsion d'ONG et d'organisations hybrides de soutien au développement rural telles que le CIPRES (Centre de recherche pour le développement rural social) ou le SIMAS (Système d'Information Méso-américain sur l'Agriculture Soutenable). L'ensemble de ces constructions véhiculent une approche de l'agriculture à la fois en lien avec le statut socio-économique du paysannat et influencée par les mouvements écologistes (Nuñez Soto, 1998).

Nous sommes donc en mesure de distinguer trois impulsions qui contribuent à l'affirmation concomitante du coopérativisme et de l'agroécologie politique au Nicaragua :

- En premier lieu, les paysans qui ont récemment accédé à la propriété foncière s'organisent pour maintenir cet acquis de la réforme agraire et se doter des capacités de travailler leurs terres de manière à en dégager des ressources (alimentaire, énergétique, pécuniaire) de manière durable.
- En deuxième lieu, les organismes de soutien à l'agriculture paysanne (syndicats, ONG, organisation hybrides) véhiculent des approches de l'agriculture qui intègrent une dimension écologique forte et placent les principes agroécologiques au cœur des stratégies de développement agricole. L'initiative des « bons productifs » portée par le Cipres, puis son prolongement à travers la mise en œuvre par le gouvernement Sandiniste du programme « *Hambre Cero* » sont emblématiques de la manière dont la fonction d'accompagnement exercée par ce type d'organisme a fortement influencé la structuration des agroécosystèmes, en terme de diversification productive notamment[4].

[4] En 2007, le gouvernement de Daniel Ortega met en application une de ses promesses de campagne : l'institutionnalisation et la promotion du Programme Productif Alimentaire (PPA), rebaptisé « Programa Hambre Cero » | « Programme Faim Zéro ». Le PPA est promu par le CIPRES à la fin des années 1990, afin de faire face notamment aux conséquences de l'ouragan Mitch dans les zones rurales pauvres du pays. Le Cipres assiste 5000 familles paysannes, dont 50% reçoivent un « bon productif alimentaire » de 1500$: une truie, un lot de poule, une vache, des arbres fruitiers, etc., qui doivent permettre de « *Capitalizar* | capitaliser » les ménages concernés. Outre l'octroi de ces bons, le programme contient un volet

- En troisième lieu, la structuration de MCP lui-même est porteuse d'un projet intégrant centralement les principes agroécologiques comme piliers du développement rural. La FENACOOP, première fédération nationale de coopérative créée en 1990[5] contribue à la diffusion des « *bonnes pratiques agroécologiques* » afin de favoriser la « *qualité de vie des des producteurs et des consommateurs* » (FENACOOP, 2012), de permettre l'adaptation au changement climatique ou encore de faciliter l'autonomie technologique. Ce type de démarche se retrouve dans l'ensemble des fédérations de coopératives paysannes, et donne lieu à la naissance d'organisations transversales telles que le MAONIC (Mouvement des agriculteurs et agricultrices organiques et agroécologiques du Nicaragua) créé en 2007. Ce mouvement fédère les membres du MCP engagés dans la production agroécologique de manière à défendre plus spécifiquement leurs intérêts et à promouvoir l'agroécologie au sein des communautés rurales et auprès des pouvoirs publics par des actions de plaidoyer. Par ce biais, le mouvement coopératif a notamment participé activement, à la formulation et la promulgation de la loi de 2011sur la promotion de la production agroécologique et biologique (Ley 765).

Par la suite, nous analyserons trois exemples de coopératives de base affiliées à ces réseaux coopératifs. Par leurs membres, ces coopératives sont aussi affiliées à l'UNAG et aux expériences passées que ce syndicat a mis en œuvre, ainsi qu'au Cipres car cet organisme a bien souvent été l'un des soutiens privilégiés de la formation de ces coopératives dans les années 1990-2000.

2.2 Promotion et mise en œuvre de l'agroécologie politique au sein de trois coopératives paysannes : diversification, autonomie, autosuffisance.

Nous avons retenu ici trois coopératives situées au sein de zones agro-socio-agroécologiques distinctes. Par leur composition et la nature des productions, elles s'avèrent relativement hétérogènes. Au sein de chacune de ces coopératives, l'agroécologie occupe une place centrale dans la définition des stratégies collectives.

Encadré 2. Méthodologie de la recherche qualitative de terrain

L'analyse compréhensive du Mouvement Coopératif Paysan et des modalités de son organisation émane d'un travail de recherche qualitative de terrain mené entre septembre 2012 et janvier 2013 au Nicaragua. Cette recherche constitue la base empirique de la thèse de doctorat R. Metereau soutenue en octobre 2016 (consultable en ligne pour le détail). Cette recherche portait notamment sur les motivations et les modalités de l'organisation des paysan.ne.s en coopérative. 52 entretiens semi-directifs ont été réalisés et soumis à une analyse thématique de contenu (Paillé et Mucchielli, 2012) assistée par deux logiciels : Sonal et Nvivo10. La construction d'un « arbre thématique » – « Panorama motivationnel de la coopération » – a permis de distinguer trois ensembles significatifs de motivations : strictement économiques, organisationnelles, socio-politiques.

La première – Coopérative « *Mujer ejemplar* » – est une coopérative composée uniquement de femmes. Elle est située au sein de la communauté de *La Grecia*, à proximité du chef-lieu départemental de Chinandega (zone Pacifique, au Nord-Ouest, au centre des plaines fertiles et de la majorité des exploitations capitalistes latifundiaires du pays).

La deuxième – Coopérative « *Senderos de Licoroy* » – est une coopérative mixte au sein de la communauté de *La Venecia* située dans la zone montagneuse du Centre-Nord du pays, dans la région de *Las Segovias*, berceau historique du coopérativisme Sandiniste.

d'accompagnement technologique (agroécologie), d'installation de biodigesteurs, d'installation de toilettes sèches, ou encore d'incitation à l'organisation en coopérative (CIPRES, 2007).

[5] La FENACOOP a été dissoute par le gouvernement Sandiniste lui-même à la fin de l'année 2015. Cette dissolution intervient dans un contexte de tension entre certains leaders du mouvement coopératif et le gouvernement. Ces tensions se sont notamment construites autour de la perte d'autonomie (liée à des réformes institutionnelles : création du MEFCCA, révision du rôle de l'INFOCOOP) du mouvement vis-à-vis du gouvernement.

La troisième – la COOPROCAFUC (*Cooperativa de productores de cacao familia unidad de El Castillo*) – est une coopérative mixte bien que principalement formée par des hommes. Les paysans et paysannes qu'elle regroupe sont localisés au sein de la municipalité de El Castillo, au Sud du pays le long du Rio San Juan qui marque la frontière avec le Costa Rica. La plupart des membres ainsi que les installations de la coopérative se situent au sein de la communauté de *Buena Vista*.

Dans ces trois coopératives, les démarches agroécologiques s'appuient fondamentalement sur la diversification productive. Cette dernière, en partie promue par les organisations coopératives elles-mêmes, conduit d'une part à améliorer la capacité à couvrir les besoins alimentaires des familles paysannes (autosuffisance), et d'autre part, à re-*designer* les agroécosystèmes en faveur d'une plus grande biodiversité, d'une mobilisation plus efficace des complémentarités et des services écosystémiques et *in fine*, d'une plus grande autonomie/souveraineté[6], à la fois alimentaire technologique et énergétique des paysans.

Les contextes ruraux sont aujourd'hui étudiés au prisme de la diversification des activités et des revenus. Dans ce cadre, l'activité agricole a une fonction associée à la subsistance de la famille à travers l'autoconsommation d'une partie ou de la totalité de la production. Dans les coopératives observées, les paysan.ne.s ont développé des systèmes de production diversifiés qui allient régulièrement des productions destinées à l'autoconsommation et/ou à des marchés locaux et des productions à finalité commerciales telles que le café, le cacao, le sésame, etc. Différents cas de figures se présentent et s'expliquent par des facteurs endogènes et/ou exogènes à l'exploitation agricole (accès à la terre, fertilité, capacités « entrepreneuriales », capital, accès à l'eau, infrastructures, organisation, etc.). Certaines exploitations se concentrent donc essentiellement sur la production d'aliments autoconsommés ou échangés sur des marchés locaux. Les paysan.ne.s concernés produisent ainsi en priorité des « *granos basicos* » (mais, haricot, sorgo, riz) ainsi que que des tubercules (manioc), associés à des arbres fruitiers et de manière plus marginale, à la cultures de légumes (cucurbitacées). Outre ces cultures, on observe de manière quasi systématique l'élevage de volailles et de manière plus sporadique, de porcins et de bovins pour la viande et le lait. Ces exploitations constituent ainsi de fait des agroécosystèmes diversifiés, au sein desquels sont associés certaines cultures complémentaires.

Bien qu'elle puisse être associée aux modes d'organisation des agroécosystèmes paysans, la diversification de ces exploitations au sein du MCP se comprend une fois resituée dans le processus historique détaillé dans le point précédent. De même, les efforts conjoints d'organismes gouvernementaux et non gouvernementaux pour favoriser l'adaptation au changement climatique par le bais du reboisement (notamment avec des arbres fruitiers) et l'association de cultures dans des systèmes agroforestiers.

Si la coopérative « *Mujer Ejemplar* » réunit essentiellement des femmes pauvres avec un accès très limité à la terre, et des exploitations essentiellement tournées vers la satisfaction des besoins de la famille, les deux autres exemples de coopératives, situés dans des contextes agronomiques plus favorables, font apparaître de manière plus nette encore une logique de diversification associant des cultures vivrières et commerciales et s'appuyant en première instance sur des principes d'agroforesterie.

Les cultures du café (coopérative *Senderos de Licoroy*) et du cacao (coopérative *COOPROCAFUC*) nécessitent toutes deux une fraîcheur et une ombre que seule une forêt préservée peut offrir. Les paysans[7] concernés développent donc des associations de cultures favorables au maintien, voire souvent à la restauration des surfaces boisées. Il s'agit là d'une stratégie de diversification qui répond à un double enjeu,

[6] Nous associons dans ce texte les notions d'autonomie et de souveraineté. La première est employée de manière récurrente au sein des littératures portant sur l'agroécologie, la nouvelle ruralité ou encore celle de l'écodéveloppement. Le seconde apparait également dans le corpus de l'agroécologie et constitue également le terme cardinal du projet de souveraineté alimentaire. L'autonomie ou la souveraineté sont entendues comme l'aptitude ou la faculté autonome à prendre des décisions, identifier des problèmes et les résoudre, sans rompre avec l'extérieur mais en gardant la possibilité participer de manière équilibrée à la définition des modalités de ces échanges avec le monde environnant. Dans cette optique, ces notions se confondent également avec la notion de « self-reliance ».

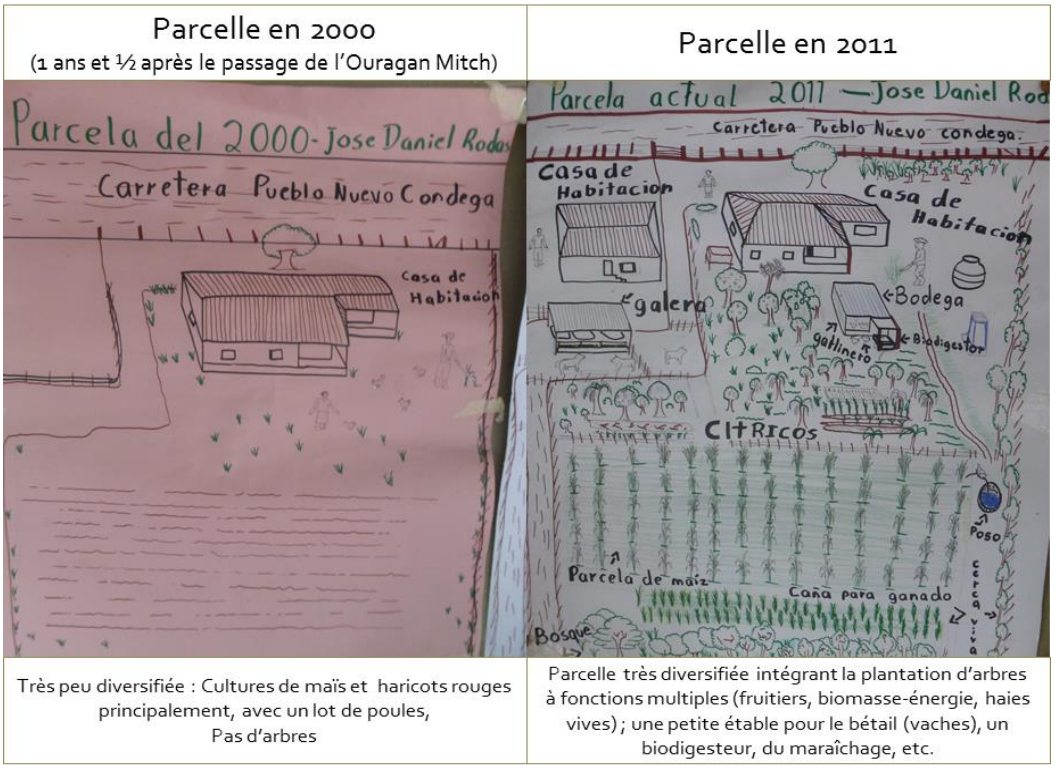
à la fois en terme économique puisque ces cultures sont un moyen de dégager des revenus complémentaires, et aussi en terme d'adaptation au changement climatique puisque ces cultures permettent d'orienter le *design* de l'agroécosystème en faveur du reboisement (moyen de lutter contre les phénomènes de sécheresse).

L'adoption d'un mode de production agroécologique se traduit donc en premier lieu par des stratégies de diversification. Cette diversification productive a pour premier corolaire de faciliter l'autosuffisance des ménages paysans concernés qui produisent une partie importante des aliments de base consommés (*granos basicos*, œufs et volaille, lait, fruits et légumes, etc.).

Néanmoins la démarche agrocéologique ne s'arrête pas à la production alimentaire en elle-même et concerne l'ensemble de l'organisation de la ferme. Les agroécosystèmes constitués et au-delà, l'organisation au sein de la coopérative ou d'organisation tels que le MAONIC, visent également à renforcer la capacité des paysan.ne.s à profiter au mieux des fonctions et services rendus par les écosystèmes d'une part, et à se doter de techniques et de produits susceptibles de faciliter cette démarche.

La diversification productive et en particulier la réintroduction d'arbres dans le *design* des agroécosystèmes permet d'inscrire l'organisation des exploitations concernés dans une logique écosystémique visant d'abord à boucler les flux de matières et d'énergie et, par suite, à renforcer l'autonomie, notamment vis-à-vis des marchés situés en amont de la production (achat d'intrants, de semences, etc.) (illustration 1). On observe ainsi au sein de ces coopératives la production d'engrais organiques à partir de sous-produits agricoles et de minerais locaux (roches volcaniques) ; la production de semences paysannes issues de processus de sélection participative, la production de produits phytosanitaires à partir d'ingrédients disponibles au sein des exploitations, etc. L'ensemble de ces pratiques favorise l'autonomie de ces paysan.ne.s qui peut être envisagée des points de vue alimentaire, technologique et énergétique.

Illustration 1 : *La ferme de Don Daniel : Exemple de la mise en œuvre d'une approche agroécologique intégrant la production d'énergie dans la ZPN (Rio Abajo – Pueblo Nuevo)*



Source : Renaud Metereau (2016)

Du point de vue alimentaire, la question de l'autonomie apparaît très liée à celle d'autosuffisance. On la différenciera ici par la capacité à produire les aliments consommés à partir de semences et de variétés sélectionnées et reproduites sur place. Cela fait directement le lien avec l'autonomie technologique puisque la production de semences paysannes signifie une autonomie vis-à-vis du processus de reproduction et d'approvisionnement en semences. Cette démarche s'accompagne notamment d'une possible prise de distance vis-à-vis du recours à des semences commerciales, parfois mal adaptées aux contextes agro-climatiques locaux et nécessitant le recours massif à des intrants. Il y a donc autonomie à la fois sur la production de la semence elle-même, mais aussi vis-à-vis des technologies à mobiliser leur bon développement. Les paysan.ne.s produisent ici leurs propres semences, leurs propres engrais, leurs propres produits phytosanitaires pour des coûts très réduits.

Enfin l'autonomie peut être envisagée dans sa dimension énergétique. Les systèmes agroforestiers diversifiés en eux-mêmes constituent des systèmes au sein desquels les flux de matières et d'énergie sont bouclés. Sachs et Silk (1990) puis Bogdanski et al. (2011) qualifient ce type d'organisation d'*Integrated Food-Energy Systems* (IFES). Les systèmes agroforestiers correspondent à des IFES de type 1. Dans certaines fermes (coop. *Sanderos de Licoroy* et *Mujer ejemplar*) l'installation de biodigesteurs (IFES de type 2) démontre une volonté de pousser plus loin ce bouclage en utilisant les résidus agricoles (principalement les fumiers) afin de produire le gaz domestique utilisé pour la cuisine en substitut du bois-énergie (Metereau et Figuière, 2017)

Tableau 1 : Concrétisation des principes de diversification- autosuffisance-autonomie au Nicaragua au sein de trois coopératives paysannes.

<table>
<tr><th>Coopératives</th><th colspan="2">Diversification & Autosuffisance</th><th>Autonomie</th></tr>
<tr><td>"COOPROCAFUC"</td><td rowspan="3">Granos basicos
+
maraîchage
+
arbres fruitiers
+
élevage (volailles, porcs, vaches)</td><td>Agroforesterie : café</td><td>Engrais, production de semences, silos (stockage)</td></tr>
<tr><td>"Mujer Ejemplar"</td><td></td><td rowspan="2">Engrais, produits phytosanitaires, production de semences, biodigesteur.</td></tr>
<tr><td>"Sanderos de Licoroy"</td><td>Agroforesterie : cacao</td></tr>
</table>

III. Contexte et diversité des approches de la « nouvelle ruralité » : l'apport d'une approche « communautaire ».

Prolongeant *de facto* la multiplication des travaux sur l'agroécologie, c'est plus largement la ruralité et ses évolutions qui vont également être questionnées par un autre corpus de travaux. Les réflexions sur ces nouvelles formes de ruralité s'insèrent dans une tendance à la remise en question par les études rurales du paradigme moderniste dans un contexte de persistance de la pauvreté rurale.

Dès les décennies 1970 et 1980, c'est encore en Amérique latine que des chercheurs s'intéressent à la **diversification** des activités et des sources de revenus des ménages ruraux (Dillman, 1976 ; Deere & De Janvry, 1979). Une transformation apparente des structures socio-économiques rurales, ainsi qu'une porosité de plus en plus forte entre espaces ruraux et urbains rendent nécessaire un renouveau du cadre d'analyse des processus de développement rural (Gómez, 2001). Au milieu des années 1990, la notion de « nouvelle ruralité » vient désigner une nouvelle manière d'appréhender les territoires ruraux prenant en compte la diversité et la complexité de leurs structures sociales et économiques (Pérez, 2001). Ce renouvellement des études rurales et des conceptions du développement rural face à des réalités déjà « anciennes » (Gomez, 2002 ; Llambí & Pérez, 2007) se nourrit mutuellement avec l'émergence en Europe

des approches centrées sur les acteurs, la multifonctionnalité de l'agriculture et la pluriactivité au sein des territoires ruraux. Néanmoins, l'approche de la nouvelle ruralité demeurent originale et embrasse plus largement les problématiques spécifiques de la ruralité en Amérique latine (Kay, 2008).

Cette « nouvelle ruralité » est par définition multiforme, puisqu'elle vise justement à dépasser la vision du rural comme un bloc homogène, fondée sur une lecture dichotomique opposant le « rural-arriéré » à « l'urbain-moderne » (Jorgenson, 1961 ; Gomez, 2002). Deux dimensions englobantes et fortement intriquées permettent de synthétiser l'orientation de ce renouvellement : la diversification des activités et des ressources (monétaires et non monétaires) d'une part, la relation entre l'industriel-urbain et l'agricole-rural d'autre part. Cela mène à la fois à transcender les cloisonnements sectoriels ainsi qu'à appréhender la ruralité par le biais d'une approche territoriale intégrative des espaces urbains et ruraux et des activités agricoles et industrielles.

La nouvelle ruralité se caractérise notamment par la mise en lumière de la structuration de l'emploi et des ressources des populations vivants en milieu rural. L'activité de production agricole au sein de l'exploitation familiale ne suffit plus à caractériser l'emploi des ménages ruraux. En effet, ceux-ci peuvent réaliser, d'une part des activités agricoles ou non en dehors de l'exploitation familiale, et/ou d'autre part, des activités non agricoles à l'intérieur même de l'exploitation (transformation, artisanat, agrotourisme, etc.). Le poids des revenus non-agricoles a ainsi fortement augmenté pour atteindre au milieu des années 1990 environ 40% des revenus des ménages ruraux en Amérique latine (Reardon & *al.*, 1998). Il y a donc à la fois une diversification productive à l'intérieur de la ferme, et une diversification des sources de revenus qui ne proviennent plus seulement de la vente de matières premières agricoles. Cette lecture de la diversification vient compléter sans la contredire, celle que portent les travaux sur l'agroécologie.

A l'instar des travaux sur l'agroécologie, les propositions sur la nouvelle ruralité peuvent être regroupés en trois catégories. Selon Cristobal Kay (2008), la majorité des travaux se contentent, comme cela vient d'être fait, de qualifier les évolutions dans une démarche positive. Parallèlement se développent deux approches que Kay qualifie de « normatives » : les approches « réformistes » de la nouvelle ruralité qui se distinguent nettement des approches dites « communautaires »

Une synthèse de la littérature dédiée révèle que ces deux approches normatives ont en commun les quatre présupposés normatifs suivants :

- Le premier, est qu'il est nécessaire d'identifier des trajectoires alternatives de développement pour les communautés rurales pauvres n'ayant pas fait partie des bénéficiaires du processus de globalisation néolibérale (Harris, 2000 ; García Pascual, 2003).
- Le deuxième repose sur le l'idée selon laquelle, pour réaliser le développement de ces communautés, les agricultures familiales et paysannes doivent être reconsidérés comme des « objets » centraux de développement (Chinn, 1979 ; Chambers & Ghildyal, 1985 ; Chiriboga, 1997). Ces formes d'agricultures, les structures sociales qui les sous-tendent, les rapports à l'environnement naturel qu'elles induisent, ne doivent plus nécessairement s'effacer pour permettre des trajectoires d'industrialisation/urbanisation qui seraient les seules voies possibles de développement. Ces mêmes caractéristiques deviennent alors les leviers potentiels de trajectoires de développement socialement inclusives et écologiquement soutenables.
- Le troisième fait du développement des agro-industries rurales l'un des principaux moteurs de la diversification des activités et des revenus (Boucher, 1989).
- Le quatrième enfin, place le territoire au centre des réflexions en termes de développement rural (Echeverri Perico & Pilar Ribero, 2002). L'approche territoriale permet en premier lieu d'aborder de manière systémique la multidimensionnalité de la pauvreté et des trajectoires de développement rural (Schejtman & Berdegué, 2004), ainsi que la multifonctionnalité des espaces

ruraux et de l'agriculture (Barthelemy & Nieddu, 2003), en prenant en compte les interactions entre les centres urbains et leur environnement rural (Linck, 2001).

Sur ce socle commun se construisent ensuite des acceptions distinctes de la nouvelle ruralité. Selon Cristobal Kay (2008) les chercheurs et experts « *néo-ruralistes réformateurs* » proposent une manière de repenser le développement rural à l'aune de la persistance de la pauvreté et des atteintes à l'environnement. Il s'agit alors de subvenir aux défaillances du modèle néolibéral dans ces domaines en promouvant des approches plus à même de prendre en compte la spécificité des espaces ruraux, des aspects culturels, ou encore les questions relatives à l'équité de genre, à la participation, à la relation ville-campagne etc. Ainsi les « *réformateurs* » proposent « *a series of recommendations for public policies or interventions by NGOs and the international donor community which seek to ameliorate the negative consequences of neoliberal globalization. They do not necessarily advocate a radically different path of rural development but look for ways of reorienting public policy and widening its scope so as to improve rural livelihoods. They seek to reform the system rather than contesting it.* » (Kay, 2008 : 928-929). Kay décrit également le type de stratégies soutenues dans ce cadre réformateur : « *These normative new ruralists wish to foster private–public partnerships, promote commodity chains and clusters for certain agricultural products seeking to raise productivity, to move up the value chain through agro-industrial processing and to advance technological innovations and competitiveness* » (p. 929). Il s'agit donc de repenser les modalités d'insertion du monde rural dans le processus de mondialisation sur la base d'évolutions incrémentales. Les approches communautaires, au contraire, repose sur une rupture, un changement paradigmatique, qui les rend davantage compatibles avec l'agroécologie « politique ».

Largement structurée par les propositions de David Barkin (1998a ; 1998b ; 2001 ; 2006a ; 2006b) – qui a travaillé avec Ignacy Sachs en tant que membre fondateur du Centre sur l'Écodéveloppement créé à Mexico en 1974 – l'approche communautaire de la nouvelle ruralité considère que la mise en œuvre d'actions collectives de la part de populations pauvres des territoires ruraux peut être entendue comme la recherche d'une voie alternative et autonome de développement, articulée autour de formes localisées de coopération et de la gestion des agroécosystèmes et du patrimoine naturel. Selon Kay (2008) cette approche prend centralement en compte la dimension politique liée au contexte de son émergence en Amérique latine. Des transformations importantes sont effectivement observées au sein des espaces ruraux et dans le même temps, des mouvements sociaux nationaux et transnationaux se forment. La nouvelle ruralité émerge alors comme une résultante des luttes sociales qui se structurent dans une forme de contre-mouvement face au processus de globalisation néolibérale excluante (Escobar & *al.*, 1992 ; Borras & *al.*, 2008 ; Teubal, 2001). Dans ce cadre, la manière d'aborder la diversification des activités et des revenus, l'organisation des populations rurales – notamment en coopérative – et la conduite d'actions collectives, permettent de prendre en compte ce caractère politique. « *Il n'y a pas de doute sur le fait que la nature de la majorité des problèmes du secteur et des solutions qui se dessinent, passent inexorablement par le champs de l'économie politique. Les facteurs politiques subjacents de la complexe problématique rurale, et relatifs aux intérêts et aux rapports de pouvoir, sont très forts.* » (Echeverri Perico et Pilar Ribero, 2002 : 45, traduction des auteurs)

Du point de vue des populations rurales et des paysan.ne.s eux-mêmes, ces évolutions des modes de vie et de subsistance au sein des espaces ruraux ne visent pas à s'accommoder au mieux d'un système socio-économique modelé dans le cadre néolibéral, mais plutôt à s'en émanciper (Barkin 2004, Metereau, 2016). David Barkin, tente donc de démontrer dans ses travaux que la nouvelle ruralité émerge dans le cadre d'une recherche de trajectoires véritablement alternatives, c'est à dire « une autre voie » plutôt qu'un « aménagement de la voie néolibérale » : *« Unlike many other social groups, however, many rural societies are successfully reclaiming their own spaces, the territorial and/or political, where they are attempting to construct their own alternatives to the onslaught of globalization. This diversity is one of the single most notable characteristics of rural life today – one that often escapes the notice of northern observers* » (Barkin, 2004 : 281).

Kay (2008 : 930) qualifie cette proposition d'« *explicitement post-capitaliste* » conçue par les populations paysannes elles-mêmes comme un contre mouvement : « to *confront neoliberal globalization and construct an*

alternative to individual empoverishment and ecological degradation ». Cette voie alternative de « *développement populaire soutenable* » (Barkin, 2001 : 81, trad. des auteurs) s'appuierait sur la conduite d'actions collectives visant au « *renforcement de trois piliers fondamentaux : autonomie, autosuffisance et diversification productive* » (Barkin, 2006b : 2 traduit par les auteurs). Ces trois piliers sont identifiés à partir d'études empiriques menées par Barkin dans des communautés rurales (en particulier au Mexique). A propos de la diversification productive, Barkin mentionne la résistance paysanne en faveur des cultures traditionnelles au côté de cultures plus récentes destinées au marché urbain ou étranger. Le goût de ces « anciens » produits est conforme à leurs habitudes, mais ils s'avèrent également mieux adaptés aux conditions locales d'exploitation (besoin en eau, qualité des sols, etc.). Cette diversification favorise par suite *de facto* l'autosuffisance ET l'autonomie. La question de l'autonomie est centrale dans les enquêtes menées par Barkin au Mexique, comme dans celles que nous avons menées au Nicaragua. Les communautés mexicaines s'organisent en effet pour monter des programmes de développement (y compris avec des financements étrangers, britanniques notamment) soucieux de la préservation de l'environnement (communauté Zoque dans la région des Chimpalas). Dans ce cadre, l'autonomie provient centralement de la capacité de ces communautés, sous dotées en capital, à s'accommoder au mieux du milieu au sein duquel elles vivent, d'en favoriser la préservation afin de bénéficier de toutes les complémentarités et de l'ensemble des services écosystémiques disponibles, en mobilisant principalement des savoirs et des savoir-faire maitrisés localement. Si la dimension environnementale est moins explicitement prégnante dans les travaux sur la NRC que dans ceux sur l'agroécologie, elle n'en est pas moins centrale (Fuente Carrasco, 2009). En effet, la préservation de l'environnement naturel y joue un rôle prépondérant dans la mesure où ces communautés dépendent directement de ce patrimoine et de sa multifonctionnalité pour la satisfaction autonome de leur besoins présents et futurs. Pour des communautés avec un faible accès au capital et exclues du processus de globalisation néolibérale, sans même prendre en considération certains aspect culturels et éthiques qui viendraient renforcer ce constat, l'hypothèse de substituabilité entre capital technique et patrimoine naturel ne tient pas. La préservation de ce dernier devient donc une question de survie.

Bouclage conclusif : la NRC comme cadre compréhensif de la réalité observée au Nicaragua

L'agroécologie politique et la nouvelle ruralité communautaire ont donc en commun une importante dimension politique. Elles sont également toutes deux porteuses d'un changement paradigmatique, d'une volonté de rupture vis-à-vis du modèle dominant occidental porté par la globalisation néolibérale. Le triptyque Diversification – Autosuffisance – Autonomie en constitue un principe fondateur partagé. Elles ont encore en commun d'être initiées par des chercheurs de la même région du monde, dans un contexte politique, historique et culturel relativement proche. Il est à ce titre intéressant de rappeler que l'un des phénomènes ayant contribué à la diffusion de l'agroécologie au Nicaragua fûrent les échanges réalisés entre paysans mexicains et nicaraguayens au sein du mouvement *Campesino a Campesino* durant la décennie de la révolution sandiniste.

Les pratiques observées au Nicaragua confrontées aux résultats de Barkin montrent que la NRC peut être appréhendée commun un cadre compréhensif pour l'AEP. La première questionne davantage les évolutions du positionnement des communautés de leurs relations avec les différents échelons institutionnels, permettant ainsi une mise en perspective notamment du mouvement coopératif historique nicaraguayen et du projet de société dont il est porteur. L'AEP détaille d'abord les principes fondateurs de l'aménagement durable de l'agroécosystème et rejoint ensuite la NRC sur la dimension politique, véhiculant au-delà de la dimension agronomique, une vision alternative de l'encastrement entre systèmes sociaux et écosystèmes, et des trajectoires de développement que cela induit.

Bibliographie

Altieri M A (1989) Agroecology: A New Research and Development Paradigm for World Agriculture. *Agriculture, Ecosystems and Environment* 27: 37-46.

Altieri M A (1992) Sustainable agricultural development in Latin America: exploring the possibilities. *Agriculture, Ecosystems & Environment* 39(1-2): 1-21.

Altieri M A (2002) Agroecology: the science of natural resource management for poor farmers in marginal environments. *Agriculture, Ecosystems & Environment* 93(1-3): 1–24.

Altieri M A (2009) Agroecology, Small Farms, and Food Sovereignty. *Monthly Review* 61(03): 102-113.

Altieri M A, Anderson M K (1986) An ecological basis for the development of alternative agricultural systems for small farmers in the Third World. *American Journal of Alternative Agriculture* 1: 30-38.

Altieri M A, Nicholls C (2000) *Agroecología. Teoría y práctica para una agricultura sustentable*. United Nations Environment Programme – Unep, Basic Textbooks for Environmental Training, Mexico: 290 p.

Altieri M A, Nicholls C (2008) Scaling up Agroecological Approaches for Food Sovereignty in Latin America. *Development* 51(4): 472-480.

Altieri M A, Nicholls C (2012) Agroecología: única esperanza para la soberanía alimentaria y la resiliencia socioecológica. *Agroecología* 7 (2): 65-83.

Altieri M A, Toledo V M (2011) The agroecological revolution in Latin America: rescuing nature, ensuring food sovereignty and empowering peasants. *The Journal of Peasant Studies* 38(3): 587-612.

Altieri M A, Yurjevic A (1991) La agroecología y el desarrollo rural, sostenible en América Latina. *Agroecología y Desarrollo* 1: 18 p.

Barkin D (1998a) Sustainability. The Political Economy of Autonomous Development. *Organization & Environment* 11(1): 5-32.

Barkin D (1998b) The Route to Autonomous Development, *Latin American Perspectives* 25(6): 30-31.

Barkin D (2001) Superando el paradigma neoliberal: desarrollo popular sustentable. *In.*: Giarracca N (ed.) *¿Una Nueva Ruralidad en América Latina?,* Clacso, Buenos Aires: 81-99.

Barkin D (2004) Who are the Peasants? *Latin American Research Review* 39(3): 270-281.

Barkin D (2006a) Building a Future for Rural Mexico, *Latin American Perspectives* 33(2): 132-140.

Barkin D (2006b) The New Rurality: A Framework for Social Struggle in the Face of Globalization. *In.: International Conference on Land, Poverty, Justice and Development*, Institute of Social Studies, The Hague: 11 p.

Barthélémy D, Nieddu M (2003) Multifonctionnalité agricole : biens non marchands ou biens identitaires ? *Économie rurale Année* 273(1): 103-119.

Bogdanski A, Dubois O, Jamieson C, Krell R (2011) Making integrated food-energy systems work for people and climate. *Food and Agriculture Organisation – Fao*, Environment and natural resources management Working Paper 45, Rome: 121 p.

Borras S M, Edelman M, Kay C (eds) (2008b) *Transnational agrarian movements confronting globalization*. Wiley-Blackwell, Chichester: 374 p.

Boucher F (1989) La agroindustria rural, su papel, y sus perspectivas en las economias campesinas. *Cuademos de Agroindustria Rural*. Doc Esp. 1, Cali, Colombia : 67 p.

Boucher F, Muchnik J (1995) *Agroindustria rural. Recursos Técnicos y Alimentación*. Instituto Interamericano de Cooperación para la Agricultura – IICA, Centro Internacional de Investigación Para el Desarrollo – CIID, Centre de Coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement – CIRAD, San José – Costa Rica: 504 p.

Chambers R, Ghildyal B P (1985) Agricultural research for resource-poor farmers: The Farmer-First-and-Last model. *Agricultural Administration* 20(1): 1-30.

Chinn D L (1979) Rural Poverty and the Structure of Farm Household Income in Developing Countries: Evidence from Taiwan, Economic Development and Cultural Change 27(2): 283-301.

Chiriboga V M (1997) Desafíos de la pequeña agricultura familiar frente a la globalización, *Perspectivas Rurales* 1: 9-24.

Cipres (2007) *Programa Productivo Alimentario*. Cuaderno de Cipres 28, Managua: 70 p.

Conway G R (1983) Agroecosystem analysis. *Imperial College Centre for Environmental Technology – ICCET*, Series E "The Dynamics of Environmental Systems" 1: 51 p.

Conway G R (1986) *Agroecosystem Analysis for Research and Development*. Winrock International, Bangkok: 105 p.

Cuéllar Padilla M, Sevilla Guzmán E (2009) Aportando a la construcción de la soberanía alimentaria desde la agroecología. *Ecología Política* 38: 43-5.

Deere C D, De Janvry A (1979) Conceptual Framework for the Empirical Analysis of Peasants. *American Journal of Agricultural Economics* 61(4): 601-611.

Dillman C D (1976) Land and Labor Patterns in Brazil during the 1960s. *American Journal of Economics and Sociology* 35(1): 49-70.

Echeverri Perico R, Pilar Ribero M (2002) *Nueva Ruralidad Visión del territorio en América Latina y el Caribe*. Instituto Interamericano de Cooperación para la Agricultura – Iica, San José: 208 p.

Ellis F, Biggs S (2001) Evolving Themes in Rural Development 1950s-2000s. *Development Policy Review* 19(4): 437-448.

Escobar A, Alvarez S E (ed) (1992) *The Making of Social Movements in Latin America Identity, Strategy, and Democracy*. Westview Press, Boulder - San Fransisco - Oxford: 400 p.

FENACOOP (2012) *Informe anual del consejo de administración*. Federación Nacional de Cooperativas agropecuarias y agroindustriales – Fenacoop, XXe asamblea General de Delegadas y Delegados, 27 diciembre, Managua: 34 p.

Ferguson B G, Morales H (2010) Latin American Agroecologists Build a Powerful Scientific and Social Movement. *Journal of Sustainable Agriculture* 34(4): 339-341.

Francis C, et *al.* (2003) Agroecology: The ecology of food systems. *Journal of Sustainable Agriculture* 22: 99-118.

Fuente Carrasco M E (2009) Nueva ruralidad comunitaria y sustentabilidad: contribuciones al campo emergente de la economía-ecológica, *Revista Iberoamericana de Economía Ecológica* 13 (número especial): 41-55.

García Pascual F (2003) El ajuste estructural neoliberal en el sector agrario latinoamericano en la era de la globalización, *European Review of Latin American and Caribbean Studies* 75: 3-29.

Giarracca N (1993) Los pequeños productores en la nueva ruralidad: procesos y debates, *XIX Congress of the Latin American Association of Sociology*, Caracas.

Glaeser B (1984) Editorial: Ecodevelopment as an Implementation of Human Ecology. *In.*: Glaeser B (ed) *Ecodevelopment. Concepts, projects, strategies*. International Institute for Environment and Society, Berlin: 1-8.

Gliessman S R (2013) Agroecology: Growing the Roots of Resistance. *Agroecology and Sustainable Food Systems* 37(1): 19-31.

Gliessman S R (1990) *Agroecology: The Ecology of Sustainable Food Systems,* 3ème edition (2014), CRC Press, 405 p.

Gliessman S R, Garcia-Espinosa R, Amador M (1981) The ecological basis for the application of traditional agricultural technology in the management of tropical agroecosystems. *Agro*-ecosystems 7: 173-185

Gómez E S (2001) ¿Nueva ruralidad? Un aporte al debate, *Estudos Sociedade e Agricultura,* 17 : 5-32.

Gómez E S (2002) *La "nueva ruralidad": ¿Qué tan nueva?* Lom Ediciones, Santiago de Chile: 233 p.

Gonzalez de Molina M (2013) Agroecology and Politics. How To Get Sustainability? About the Necessity for a Political Agroecology. *Agroecology and Sustainable Food Systems* 37(1): 45-59.

Harris R L (2000) The Effects of Globalization and Neoliberalism in Latin America at the Beginning of the Millennium. *Journal of Developing Societies* 16(1): 139-162.

Holt-Giménez E (2008) *Campesino a Campesino. Voces de Latinoamérica. Movimientos de campesino a campesino para una agricultura sustentable.* Servicio de Información Mesoamericano sobre Agricultura Sostenible – Simas, Managua, 294 p.

Holt-Giménez E, Altieri M A (2013) Agroecology, Food Sovereignty, and the New Green Revolution. *Agroecology and Sustainable Food Systems* 37(1): 90-102.

Jensen K (2014) The debate on food sovereignty theory: agrarian capitalism, dispossession and agroecology. *The Journal of Peasant Studies* 42(1): 213-232.

Jorgenson D W (1961) The Development of a Dual Economy. *The Economic Journal* 71(282): 309-334.

Kay C (2008) Reflections on Latin American Rural Studies in the Neoliberal Globalization Period: A New Rurality? *Development and Change* 39(6): 915–943.

Levidow L, Pimbert M, Vanloqueren G (2014) Agroecological Research: Conforming – or Transforming the Dominant Agro-Food Regime? *Agroecology and Sustainable Food Systems* 38(10): 1127-1155.

Linck T (2001) El campo en la ciudad: reflexiones en torno a las ruralidades emergentes. *In*: Pérez E, Farah M A (eds) *La Nueva Ruralidad en América Latina*. Maestría en Desarrollo Rural 20 Años, Bogotá: 37-53.

Llambí L (1994) Globalización y Nueva Ruralidad en América Latina: Una agenda teórica de investigación. *Revista Latinoamericana de Sociología Rural* 2: 29-39.

Llambí L, Pérez E (2007) Nuevas ruralidades y viejos campesinismos. Agenda para una nueva sociología rural latinoamericana. *Cuadernos de Desarrollo Rural* 4(59): 37-61.

Martinez-Alier J (1997) Some issues in agrarian and ecological economics, in memory of Georgescu-Roegen. *Ecological Economics* 2(3): 225-238.

McCune N, Rosset P, Cruz Salazar T, Saldívar Moreno A & Morales H (2016) Mediated territoriality: rural workers and the efforts to scale out agroecology in Nicaragua, *The Journal of Peasant Studies*, 24 p.

Metereau R (2016) *Mouvement Coopératif Paysan et Syal au Nicaragua : leviers d'écodéveloppement ?* Thèse de l'Université Grenoble Alpes, 437 p.

Metereau R, Figuière C (2017 à paraître) Mouvement Coopératif Paysan et agroécologie au Nicaragua. Prétexte pour repenser le rôle de l'Ecologie Industrielle Territoriale, *Revue d'Economie Régionale et urbaine,* 2017-4.

Metereau R, Figuière C (2017) Mouvement Coopératif Paysan et agroécologie au Nicaragua. Prétexte pour repenser le rôle de l'Ecologie Industrielle Territoriale. *Revue d'Economie Régionale et Urbaine* 4 : à paraître en octobre.

MIFIC (2012) *Análisis de encadenamientos Productivos para la generación de valor agregado en nueve cadenas agroalimentarias ubicadas en las zonas de mayor potencial productivos de Nicaragua*. Ministerio de Fomento, Industria y Comercio – Mific, Managua: 133 p.

Nicholls C I, Altieri M A, Vazquez L (2016) Agroecology: Principles for the Conversion and Redesign of Farming Systems. *Journal of Ecosystem & Ecography* S5: 8 p.

Núñez Soto O, Cardenal G, Morales J M (1998) *Desarrollo agroecológico y asociatividad campesina: el caso de Nicaragua*. Centro para la Investigación, la Promoción y el Desarrollo Rural Social – Cipres, Managua: 566 p.

Paillé P, Mucchielli A (2012) *L'analyse Qualitative en Sciences Humaines et Sociales*. Armand Colin (Première édition en 2003), Paris, 315 p.

Pérez E (2001) Hacia una nueva visión de lo rural. *In.*: Giarracca N (coord.) *¿Una Nueva Ruralidad en América Latina?* Consejo Latinoamericano de Ciencias Sociales – Clacso, Buenos Aires: 17-32.

Reardon T, Stamoulis K, Balisacan A, Cruz M E, Berdegue J, Banks B (1998) Rural nonfarm income in developing countries. *In*: Fao, *The state of food and agriculture*. Food and Agricultural Organization of the United Nations – Fao, Rome: 389 p.

Rosset P, Martínez Torres M E (2012) Rural social movements and agroecology: context, theory, and process. *Ecology and Society* 17(3): 17p.

Rosset P, Martínez Torres M E (2016) Agroecología, territorio, recampesinización y movimientos sociales. *Estudios Sociales* 47: 275-299.

Sachs I, Silk D (1990), *Food and Energy: Strategies for sustainable development*. United Nation University Press, Tokyo: 83 p.

Schejtman A, Berdegué J A (2004) *Rural Territorial Development*. Centro Latino Americano para el desarrollo rural – Rimisp, Documento de Trabajo 4, Santiago de Chile: 71 p.

Scoones I, Thompson J (1999) Savoir, pouvoir et agriculture. Pour une compréhension théorique. *In.* : Scoones I, Thompson J (dir) *La reconnaissance du savoir rural. Savoir des populations, recherche agricole et vulgarisation*. Editions Karthala et Cta, Paris : 35-58.

Sevilla Guzmán E (2002) Agroecología y desarrollo rural sustentable: una propuesta desde Latino América. *In.*: Sarandón S (ed) *Agroecología. El camino para una agricultura sustentable*, Ediciones Cientificqs Americanas, Buenos Aires: 560 p.

Sevilla Guzmán E, Soler Montiel M (2009) Del desarrollo rural a la agroecología. Hacia un cambio de paradigma. *Documentación Social* 155: 25-41.

Sevilla Guzmán E, Woodgate G (2013) Agroecology: Foundations in Agrarian Social Thought and Sociological Theory. *Agroecology and Sustainable Food Systems* 37(1): 32-44.

Teubal M (2001) Globalización y nueva ruralidad en América Latina. *In.* :Giarracca N (coord) *¿Una Nueva Ruralidad en América Latina?* Consejo Latinoamericano de Ciencias Sociales – Clacso, Buenos Aires: 45-65.

Toledo V M (1990) The ecological rationality of peasant production. *In.*: Altieri M A, Hecht S B (Eds.) *Agroecology and small farm development*, CRC Press, Boca Raton: 53-60.

Van der Ploeg J D (2008) *The New Peasantries: Struggles for Autonomy and Sustainability in an Era of Empire and Globalization*. Routledge, Abingdon: 378 p.

Via Campesina (2015) *L'agroécologie paysanne pour la terre et la souveraineté alimentaire. Expériences de la Via Campesina*, 66 p.

Wezel A, Bellon S, Doré T, Francis C, Vallod D, David C (2009) Agroecology as a science, a movement and a practice. A review. *Agronomy for Sustainable Development* 29: 503–515.

Wezel A, Casagrande M, Celette F, Vian J-F, Ferrer A, Peigné J (2014) Agroecological practices for sustainable agriculture. A review. *Agronomy for Sustainable Development* 34(1): 1-20.

Wittman H (2009) Reworking the metabolic rift: La Vía Campesina, agrarian citizenship, and food sovereignty. *The Journal of Peasant Studies* 36(4): 805-826.